

Crimée : la Suède conduite à changer sa politique de Défense

jeudi 15 mai 2014, par [Lars WEDIN](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Lars WEDIN](#), **Crimée : la Suède conduite à changer sa politique de Défense**,

Diploweb.com : la revue géopolitique, 15 mai 2014.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Comment la crise ukrainienne est-elle perçue en Europe du Nord ? L'auteur, suédois, nous offre un bel exercice de décentrage, indispensable à l'analyse géopolitique. La crise de Crimée a forcé le gouvernement suédois à changer sa politique de Défense. En même temps, la coopération avec la Finlande est encore plus importante.

La crise de Crimée a montré qu'une guerre européenne n'est pas tout à fait exclue. Elle n'est pas probable mais il y a certainement des risques pour encore des crises. En tout cas, la crise a servi comme un signal d'alarme dans une Suède qui a longtemps plutôt négligé sa défense.

Dans le cadre de ses synergies géopolitiques, le *Diploweb.com* est heureux de vous présenter cet article initialement publié sur le site de l'Institut Français d'Analyse Stratégique (IFAS) le 6 avril 2014 sous le titre : "La crise de Crimée a forcé le gouvernement..."

La Suède

LE gouvernement suédois de centre-droit approche de la fin de sa deuxième période de quatre ans. Le premier ministre - M. Reinfeldt - a changé la nature de son parti de « modérés d'une force de droite » à un parti centriste, plutôt à gauche qu'à droite : « le nouveau parti travailliste ». Un de ses axes fut de se défaire d'une image de partisan d'une défense forte et de prendre la position contraire. Le résultat est que la défense suédoise - selon son CEMA - pourrait être en mesure de **défendre quatre positions suédoises pendant une semaine maximum**. Une déclaration qui a fait pas mal de bruit.

Pour la Suède, il est clair que ces trois pays baltes forment un glacis contre l'ennemi héréditaire, la Russie. Et ce glacis est défendu par l'OTAN.

Le gouvernement, surtout par la voix du ministre des affaires étrangères M. Bildt, a violemment réagi contre [le comportement russe vis-à-vis l'Ukraine](#). Il y a au moins deux raisons à cela. La première découle d'une politique traditionnelle. Pour la Suède, petit pays sans alliances militaires, le bon ordre international est très important. Une situation contraire, où les grandes puissances commencent à dicter la politique aux petits et de forger des alliances et contre-alliances est très dangereuse. La mémoire de 1914 nous le montre clairement.

La deuxième raison est géopolitique. L'indépendance des pays baltes et leur adhésion à l'OTAN et l'UE donnent à la Suède une position géopolitique très favorable. Sans le dire, il est clair que ces trois pays forment un glacis contre l'ennemi héréditaire, [la Russie](#). Et ce glacis est défendu par l'OTAN.

Or, surtout l'Estonie et la Lettonie ont des minorités russes importantes. Et **la défense des Russes à l'étranger est, comme nous venons de voir [en Crimée](#), une mission que le**

gouvernement russe prend au sérieux.

À ce sujet, le CEMA suédois vient de dire dans une interview que les armées suédoises sont prêtes à appuyer une opération visant à défendre les pays baltes en cas d'attaque. La Suède pourrait contribuer avec des forces terrestres, navales et aériennes. Mais il a souligné qu'il y aurait une action « à distance ». Qu'est-ce que cela veut dire ? Ce n'est pas clair sachant que la Suède ne dispose pas d'armes comme des missiles de croisière. Il a aussi souligné qu'il ne croyait pas qu'une telle situation se produirait car ces pays sont bien intégrés dans l'OTAN et l'UE. Ses commentaires sont en ligne avec la déclaration de solidarité faite par la Suède en 2009.

Il y a certainement ceux en Suède qui « comprennent » la Russie ; ceux qui avancent le mythe d'un encerclement de la Russie de la part de l'OTAN. Il y a ceux qui ont plus de problèmes avec des nationalistes et de l'extrême droite à Kiev qu'avec ce qui se passe en Crimée.

M. Reinfeldt fit un « caniche » (expression suédoise - on avoue qu'on avait tort et on change ses idées).

En tout état de cause, la crise a réveillé les partis politiques en ce qui concerne la défense suédoise. Quand M. Reinfeldt fut le seul à ne pas vouloir augmenter le budget de la défense, il fit un « caniche » (expression suédoise - on avoue qu'on avait tort et on change ses idées). Aujourd'hui, toutes les parties sont donc pour une augmentation substantielle du budget de la défense. La question est combien et pour quoi faire. Les besoins sont grands mais il va falloir cinq à dix ans avant qu'on ait un résultat. Il y a aussi un risque qu'on se limite à une défense fondée sur un service militaire et des forces à mobiliser.

Le livre blanc comprenant une proposition pour « une loi de programmation » devait être présenté fin mars. Maintenant, il faut l'attendre l'été [2014].

On aurait pu croire que les Suédois voudraient rejoindre l'OTAN maintenant. Cela d'autant plus qu'il y a, depuis longtemps, un courant dans le débat qui prône une adhésion à l'alliance comme un remède contre les lacunes de la défense. Au contraire, le nombre de ceux qui n'en veulent pas a drastiquement augmenté jusqu'à 50% !

Plusieurs ambassadeurs bien connus (je laisse leurs noms de côté) ont évoqué des risques pour la stabilité de la région si la Suède demandait à être membre de l'OTAN. Ils ont aussi proposé que la Suède joue les arbitres entre les Occidentaux et la Russie. Comme si la Suède n'était pas un pays occidental !

Mais finalement il faut se réjouir que la Suède maintenant aille participer aux exercices de NRF (*NATO Response Force*).

La coopération nordique - un pas en arrière

Depuis longtemps le gouvernement suédois s'intéresse beaucoup à la coopération nordique. Un volet important en est la coopération entre les armées de l'air. Récemment, elles se sont vues en Islande pour *Iceland Air Meet 2014* avec la participation des avions de la Norvège, de la Suède, de la Finlande, [des États-Unis](#), des Pays Bas et de l'OTAN. Le pays hôte, qui n'a pas d'armées, participa avec des moyens de sauvetage.

Pendant deux semaines les aviateurs se sont attaqués et défendus entre eux. Cependant, officiellement, il ne s'agissait pas d'un exercice mais d'un événement d'entraînement (*training event*). Il est clair, que côté OTAN on n'a pas voulu faire une grande affaire de cet événement.

Pour la Suède, cela est clairement une désillusion. En effet, l'année dernière le comité de défense, chargé d'élaborer un *Livre blanc* pour la défense, avait proposé que la coopération nordique existante - principalement dans le domaine d'entraînement - puisse être élargie pour aussi inclure l'alerte avancée aérienne contre des intrusions. Or, là, la Suède se veut trop proche de l'article 5 de l'OTAN - la défense collective. En effet, la résistance vient, dit la rumeur, des pays baltes et des pays de l'Europe de l'Est. L'argument est que si on admet la participation suédoise - pourquoi pas la Russie ?

Se rapprocher de l'OTAN sans y adhérer.

Il est intéressant de voir que c'est l'OTAN et pas la Suède militairement non-alignée qui impose une limite à la coopération. En effet, la politique suédoise s'efforce depuis plusieurs années de se rapprocher de l'OTAN sans y adhérer. On s'attend même à ce que l'OTAN vienne « certainement » en aide à la Suède en cas d'agression contre elle.

Or, tout cela ne veut pas dire que la Suède ne participe plus aux exercices de l'OTAN - au contraire. Mais une limite en a été déclarée.

La coopération suédoise-finlandaise

L'amitié entre la Suède et la Finlande se fonde sur une longue histoire partagée. Une coopération de défense entre les deux pays est plus naturelle qu'avec les autres pays nordiques qui sont membres de l'OTAN. Il y a pourtant une grande différence - la Finlande a gardé une défense fondée sur un service militaire obligatoire, une idée que la Suède a abandonnée.

Chaque année tout ce qui est défense en Suède se rassemble dans un lieu au nord du pays (*Sälen*). Cette année le président finlandais y participa avec le premier ministre M. Reinfeldt.

Ce dernier dit que la coopération entre les deux pays frères devrait s'accroître afin, par exemple, d'inclure également certains matériels.

En effet, il y a une coopération assez poussée. Les deux pays ont par exemple un système commun pour la surveillance maritime. Leurs forces amphibies font régulièrement des exercices en commun.

Le CEMA suédois, le général Göransson, a déclaré en novembre 2013 que cette coopération pourrait se développer en un commandement maritime commun selon le modèle de la coopération navale entre les Belges et les Néerlandais. Cela pourrait inclure le contrôle du trafic maritime ainsi que « *pooling and sharing* ».

En un autre exemple est la participation finlandaise à l'exercice final de la marine suédoise de l'automne 2013 - « SWENIX ». Le CEMM suédoise, l'amiral Törnqvist, envisage même un *Task Group* en commun - SFNTG. Il aurait trois unités : surface, guerre de mines et amphibie plus logistique. Un premier pas serait pris en 2016 où le SFNTG serait en mesure de faire de la reconnaissance et de la surveillance maritime. En 2023, la force serait complètement formée et en mesure de protéger le trafic maritime.

Conclusion

La Russie se renforce pendant que l'Europe s'affaiblit

[La crise de Crimée](#) a bien mis le doigt sur le fait que [la Russie](#) se renforce et que [l'Europe s'affaiblit](#). Personne n'est en mesure de prévoir ce que se va se passer dans l'avenir, même pas le plus proche. Il y a un risque que la Russie utilise la tactique dite du salami (Beaufre). Les trois grandes puissances européennes avancent en ordre dispersé : les Britanniques veulent garder les Russes riches dans la *City*, les Allemands sont dépendants du gaz russe et la France, enfin, a une vieille culture d'amitié avec la Russie et peut difficilement rompre le contrat avec la Russie en ce qui concerne les bâtiments amphibies.

Dans ce contexte, ce qui arrive en Suède peut donner un certain optimisme. La Suède - en coopération avec la Finlande - peut-elle montrer la route vers une coopération européenne plus forte dans le domaine de défense ? Ou, ne s'agit-il que d'un leurre, d'une coopération entre petits états qui ne peuvent pas avoir le poids politique et militaire nécessaire ? Est-ce que ce type de coopération va mener vers encore plus de fragmentation ou pourrait-il mener, à terme, à une nouvelle géométrie pour [l'Europe de la défense](#) dans une situation où la PESD est abandonnée suite au [refus britannique](#) de toute avancée ?

Pour le moment, il semble que **les Américains sont encore une fois prêts à aider la vieille Europe. Or, compte tenu de leurs autres préoccupations - la mer de Chine, l'Iran pour ne pas parler de leur déficit - on peut se demander pour combien de temps.**

Il est évident qu'il faut créer un *modus vivendi* avec la Russie. Mais cela ne doit se faire aux frais des petits pays dans le voisinage de la Russie. Pour le faire, il faut une Europe forte - diplomatiquement, militairement et politiquement. Est-ce possible ?

Plus

. Voir le site de l'[Institut Français d'Analyse Stratégique](#)

P.-S.

Capitaine de Vaisseau (CR) Marine Suédoise. Membre de l'Académie de Marine. Chercheur à l'Institut Français d'Analyse Stratégie (IFAS) à Paris. Il est aussi Member of the Board of Directors, European Rim and Policy Investment Council (ERPIC) - un think-tank indépendant à Chypre.